Communistes pour une autre orientation du Parti Communiste Français !

-- Déclarations, Tracts... --

Déclarations, Tracts...



Face à un pouvoir méprisant !

Le pouvoir chiraquo/Medef a cédé devant la pression du mouvement social !

BARLO Christian

vendredi 14 avril 2006

Des lecons à tirer sur l unité syndicale pour travailler vers une union populaire dans les luttes et dans l activité politique !

Face à un pouvoir Méprisant&

°L on ne peut tout à la fois, servir le MEDEF, le monde des actionnaires et autres fortunés et répondre favorablement aux besoins pressants du peuple ; pour les monarques qui gouvernent, tout est lié ! Au moment où le président annonce son intention de promulguer la loi instaurant le CPE, s agissant de l engagement national pour le logement « la majorité de droite au Sénat sort un texte qui en vérité cache une attaque frontale contre l article 55 de la loi SRU qui oblige les communes à construire 20 % de logements sociaux&

°Aujourd hui, alors que la nécessité de construire des logements à loyers accessibles se fait de plus en plus pressante, la droite entend dénaturer la définition des logements HLM et permettre aux maires les refusant sur leurs communes de contourner leurs obligations !

De l autre c est le ministre de la cohésion sociale JL BORLOO qui entend accorder plus d argent aux propriétaires qui loueront au maximum pendant quinze ans des logements à des prix intermédiaires. En fait l objet de l amendement qui modifie l article 55 est d ajouter à ceux-ci les logements achetés par de ménages dont les revenus peuvent atteindre jusqu à 6 000 euros mensuels.

°Pour Bernard BIRSINGER (président de l association nationale des élus communistes et républicains) : Le pouvoir continue de faire du logement une marchandise dans le but de faire de notre pays « une France de propriétaires », et de livrer « le secteur public au privé » fin de citation ! En l état des choses les opérations en cours manquent de transparence et tout est confié à la responsabilité de l Agence Nationale de Rénovation Urbaine. Concernant l activité et les pratiques de cet organisme, si les responsables de droite se félicitent des références dont ils bénéficient, il n en est pas de même pour les bailleurs sociaux qui s interrogent sur les conventions signées !

°Vraiment de quoi s inquiéter :

A cet effet, dans une note interne en date du 5 octobre 2005 « l Union Sociale de l Habitat » qui fédère l ensemble des organismes HLM révèle qu il manque d ores et déjà près de 1,5 milliards d euros dans les caisses de l ANRU pour honorer les projets en cours. De grandes chances que dans les collectivités locales, les sommes allouées par l agence ANRU servent à autre chose qu à du renouvellement urbain !

°Dans notre ville de la Seyne sur mer :

Soucieux de soigner, le mal qui frappe une grande partie de la population seynoise, le docteur PAECHT applique les prescriptions et les orientations de son parti UMP.

La convention ANRU prévoit la démolition de 912 logements sociaux, 378 seulement seront reconstruits en logements sociaux, 549 en logements privés, 43 en résidentiels, 2 303 réhabilités sur l ancien ! Une recomposition de classe et de population favorable aux possédants. Une partie sera consacrée à l agglomération toulonnaise et à une autre société Privée !

En fait une attaque en règle contre l un des plus grands parcs sociaux de la région PACA&

°Sous prétexte de rénovation urbaine,

À la Seyne comme ailleurs, les choix de l ANRU sont fidèles à la politique gouvernementale. Démolir, opérer une mutation des populations au détriment des moins favorisés. En même temps, la droite augmente les taxes locales. Pour Monsieur le Maire, il faut augmenter le nombre de contribuables !

La taxe des ordures ménagères augmente de 17 % !

CPE, politique du logement, nouveaux impôts locaux, tout est lié&

Tout cela devient insupportable et dans un premier temps, nous avons un grand besoin de faire renaître la démocratie et l intervention citoyenne !

Devant ces constats, le PCF lance l idée de l urgence de la création d une charte citoyenne rendant obligatoire l avis et la participation effective de tous dans tous les domaines fondamentaux et dans notre vie de tous les jours !

La section PCF de la Seyne sur mer /St- Mandrier Dimanche 16 avril 2006